

Rapport de recherche

COMITÉ : Conseil Economique et Social

PROBLÉMATIQUE 2 : Mobiliser les engagements mondiaux en faveur du développement durable dans les pays en développement

PRESIDENTS : Daniela Pusceddu & Paul Curtil

Mobiliser les engagements mondiaux en faveur du développement durable dans les pays en développement

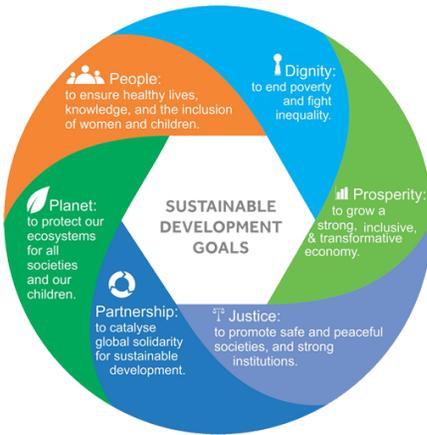


INTRODUCTION

La mise en œuvre du développement durable est devenue une priorité dans la plupart des pays, en particulier les pays en développement. La pandémie actuelle a laissé de nombreux pays confrontés à de vastes problèmes économiques. Il est donc crucial que ces pays reconstruisent une économie forte et durable basée sur le développement durable. Pour illustrer ce point, le Fonds français pour l'environnement mondial a lancé un projet de "refroidissement et climatisation durables" dans les pays en développement, dont la grande majorité se trouve en Afrique. En plus d'être innovant, le projet est également démonstratif et reproductible, démontrant une durabilité économique et financière et qui est également acceptable d'un point de vue culturel et social. Cela montre que de multiples projets durables peuvent considérablement aider les pays en développement à mettre en œuvre le développement durable dans leurs systèmes ainsi qu'à améliorer leur économie.

MOTS-CLÉS

Développement durable : Le droit international de l'environnement vise à protéger l'environnement naturel afin que les générations futures puissent continuer à en profiter comme le font les générations actuelles. Dans les cercles du développement et des droits de l'homme, sa signification est plus large, englobant la durabilité environnementale, mais aussi le développement équitable pour réduire la pauvreté, améliorer la santé de la population dans le monde, promouvoir la paix et poursuivre l'égalité des sexes. D'un point de vue économique, la réalisation du développement durable implique la libéralisation de la politique commerciale et d'investissement afin de faciliter l'accès des marchandises aux marchés et de stimuler les flux d'investissements étrangers.



Economie durable : Une économie idéale et durable est celle qui assure le plus grand bien-être général tout en utilisant le moins de ressources et en causant le moins de dommages à l'environnement. En termes économiques, pour être véritablement durable, la demande globale de ressources naturelles (également appelée empreinte écologique) doit être inférieure à l'offre renouvelable de ressources naturelles.

Dispositions d'accords : La passation d'un marché ou d'une clause de sollicitation est une condition écrite utilisée pour les accords commerciaux. Une disposition ne s'applique qu'avant l'attribution d'un contrat à un fournisseur. Cela distingue les dispositions des clauses, qui s'appliquent après l'attribution des contrats.

Investissement : Un investissement est un actif ou un élément acquis dans le but de générer un revenu ou une plus-value. L'appréciation fait référence à l'augmentation de la valeur d'un actif au fil du temps. Lorsqu'un individu achète un bien comme investissement, l'intention n'est pas de consommer le bien mais plutôt de l'utiliser dans le futur pour créer de la richesse. Un investissement concerne toujours la mise à disposition d'un bien aujourd'hui - temps, argent ou effort - dans l'espoir d'un gain plus important à l'avenir que ce qui a été mis à l'origine. Par exemple, un investisseur peut acheter un actif monétaire aujourd'hui dans l'idée que cet actif lui procurera un revenu à l'avenir ou qu'il sera vendu plus tard à un prix plus élevé pour réaliser un bénéfice.

Investisseurs : Un investisseur est un individu qui place de l'argent dans une entité telle qu'une entreprise pour un rendement financier dans le but de maximiser le rendement avec un risque minimal. En revanche, un spéculateur est prêt à investir dans un actif risqué avec l'espoir d'un profit plus élevé. Les investisseurs prennent la forme de capital-risqueurs qui investissent dans des start-ups en espérant que l'entreprise se développera et fera des bénéfices ; de ceux qui investissent dans une entreprise en échange d'une participation dans celle-ci ; de ceux qui investissent en bourse en échange du versement de dividendes et d'investisseurs institutionnels tels que des organisations, qui achètent des actions dans des fonds spéculatifs, des fonds de pension, des fonds communs de placement et des compagnies d'assurance.

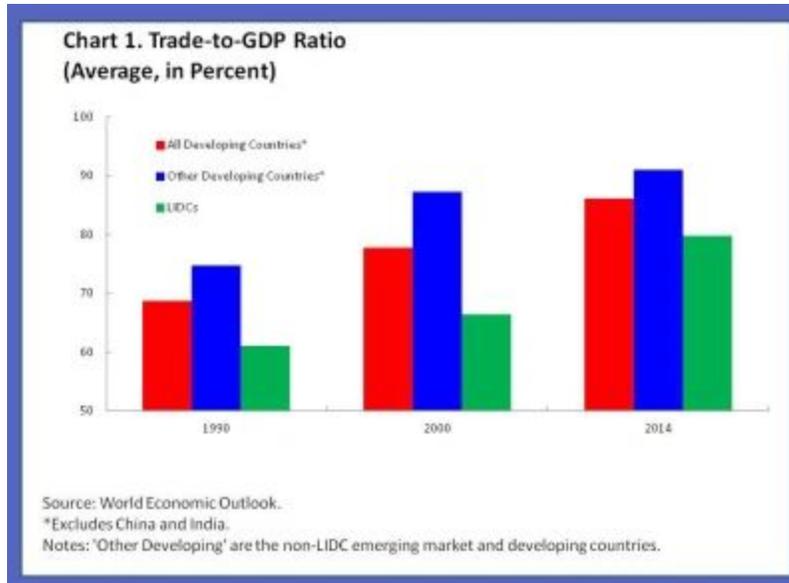
Gouvernance :  tablissement de politiques, et contrôle continu de leur bonne mise en œuvre, par les membres de l'organe directeur d'une organisation. Cela comprend les mécanismes nécessaires à l'équilibre des pouvoirs et à la responsabilité des membres, leur devoir principal étant d'assurer la prospérité et la viabilité de l'organisation.

Politique anticyclique : Politiques visant à stabiliser l'économie en mettant en œuvre des mesures qui contrecarrent la tendance économique actuelle.

APERCU

Problématiques cruciales

Bien qu'ils contribuent peu aux questions environnementales et au changement climatique, les pays en développement sont les plus gravement touchés par les conséquences (telles que la désertification, la hausse du niveau des océans, la perte de biodiversité). D'autre part, leurs propres ressources environnementales sont soumises à une pression croissante liée au développement économique. Pourtant, le développement a longtemps été considéré comme une augmentation de la seule richesse matérielle. Les analyses du développement ont cependant été nourries par des réflexions sur la nécessité de prendre en compte les questions humaines et environnementales.



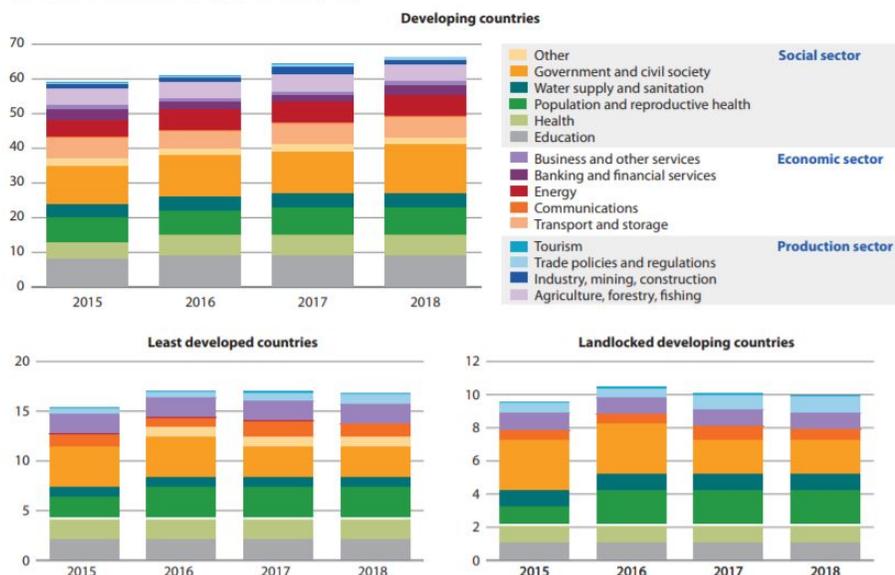
Objectifs de développement durable

Le Conseil économique et social (ECOSOC) a organisé son deuxième examen ministériel annuel (AMR) et son premier forum sur la coopération au développement (DCF) lors du segment de haut niveau en 2008. Les deux nouvelles fonctions de l'ECOSOC mandatées par le Sommet mondial de 2005 visent à faire progresser la mise en œuvre du programme des Nations Unies pour le développement (UNDA), y compris les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), d'ici la date butoir de 2015. L'AMR a abordé le thème de la "Mise en œuvre des objectifs et des engagements convenus au niveau international en matière de développement durable", et a identifié les principaux défis et la nécessité d'agir. Les pays poursuivent des objectifs de développement dans un nouvel environnement, car le monde est de plus en plus interconnecté depuis le début des années 2000. Les flux commerciaux mondiaux n'ont cessé d'augmenter au cours des deux dernières décennies. De nombreuses économies frontalières s'intègrent rapidement aux marchés financiers mondiaux. En 2014, par exemple, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Sénégal, le Vietnam et la Zambie ont émis des obligations d'État pour un montant total d'environ 7 milliards de dollars.

Politiques pour le développement durable

Dans de nombreux pays en développement, les niveaux élevés d'endettement et les pressions fiscales permanentes limitent la possibilité de mettre en œuvre des mesures politiques anticycliques. Ces deux dernières années, les pays ont été moins nombreux à resserrer leurs positions budgétaires et la crise économique et de santé publique actuelle provoquée par la COVID-19 nécessite un assouplissement budgétaire à court terme important et généralisé. Des investissements publics et des incitations à l'investissement privé sont également nécessaires pour aider à contrecarrer la chute des investissements due à cette crise. Le développement durable exige de donner la priorité à l'investissement public dans des infrastructures durables et résistantes, d'améliorer les politiques de redistribution et de renforcer les systèmes de protection sociale. Des cadres de financement nationaux intégrés peuvent aider à la planification des politiques nationales en soutenant la mobilisation et l'allocation des ressources dans le contexte d'un environnement international favorable.

Country programmable aid by sector on a cash basis, 2015–2018
(Billions of United States dollars, 2017 constant prices)



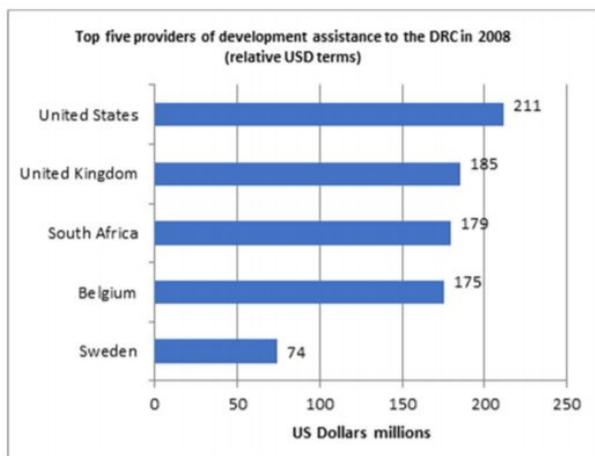
Financements humanitaires

En 2019, les plans et les appels d'aide humanitaire coordonnés par les Nations unies ont nécessité 29,7 milliards de dollars, dont 18 milliards (61 %) ont été reçus. Si l'on ajoute les contributions financières supplémentaires en dehors de ces plans et appels, le financement humanitaire mondial déclaré s'élevait à 24,1 milliards de dollars. Le Grand Bargain de 2016 conclu par 18 pays donateurs et 16 organisations d'aide pour améliorer l'efficacité et l'efficacité du financement humanitaire a permis de réaliser des progrès substantiels. Des améliorations ont été apportées à la programmation en espèces, à la planification/au financement pluriannuel, collaboratif et flexible, à l'harmonisation des rapports, ainsi qu'à l'amélioration de la coordination. Toutefois, il reste des défis à relever pour consolider davantage les efforts et réduire la bureaucratie afin d'atteindre le plein potentiel du Grand Bargain. C'est pourquoi elle recommande vivement d'établir des programmes de financement entre plusieurs pays afin d'aider les pays en développement à donner la priorité au développement durable dans leurs politiques.

Coopération Sud-Sud (CSE)

En mars 2019, la deuxième conférence de haut niveau des Nations unies sur la coopération Sud-Sud a mis en évidence sa propre évolution au fil des décennies et son rôle émergent dans la mise en œuvre de l'agenda 2030. En complément de la coopération Nord-Sud, la CSE a élargi son champ d'action, facilité l'intégration régionale et fourni des approches innovantes pour l'action collective. Les pays en développement progressent également. Par exemple, le gouvernement du Mexique affine encore un cadre pilote pour contrôler l'efficacité de son CSD, qu'il a élaboré en 2018. Les résultats de ce pilote sont également utilisés pour alimenter la prochaine itération de la politique nationale de coopération au développement du pays. Au niveau mondial, la coopération triangulaire continue de se développer et d'améliorer son efficacité. Des lignes directrices volontaires pour une coopération triangulaire efficace ont été lancées en 2019, mettant l'accent sur l'appropriation par les pays, les engagements partagés, les partenariats inclusifs et les dialogues multipartites, la transparence et la responsabilité.

mutuelle, l'innovation, l'apprentissage conjoint et le partage des connaissances, la promotion de l'égalité des sexes et le fait de ne laisser personne derrière.



PRINCIPAUX ACTEURS INTERNATIONAUX



FINANCING FOR DEVELOPMENT
13-16 JULY 2015 • ADDIS ABABA • ETHIOPIA
TIME FOR GLOBAL ACTION

PROGRAMME D'ACTION D'ADDIS ABABA

Le débat sur le financement du développement s'articule autour du soutien au suivi des accords et des engagements conclus lors des trois grandes conférences internationales sur le financement du développement : à

Monterrey, au Mexique, en 2002 ; à Doha, au Qatar, en 2008 ; et à Addis-Abeba, en Éthiopie, en 2015. Le processus assure également le suivi des aspects liés au financement du développement des résultats des grandes conférences et sommets des Nations unies dans les domaines économique et social, notamment l'agenda 2030 et les objectifs de développement durable (SDG). L'Agenda d'Addis fournit un nouveau cadre mondial pour le financement du développement durable, qui soutient la mise en œuvre de l'Agenda 2030, y compris les SDG. L'Agenda aligne tous les flux de ressources, les politiques et les accords internationaux nationaux et internationaux sur les priorités économiques, sociales et environnementales. Il intègre tous les objectifs des moyens de mise en œuvre des SDG dans un cadre de financement global, et sert de guide pour les actions futures des gouvernements, des organisations internationales, du secteur des affaires, de la société civile et des philanthropes.

ALLIANCE MONDIALE DES INVESTISSEURS POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Alliance GISD est un élément essentiel de la mise en œuvre de la stratégie du Secrétaire général pour le financement de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Les membres de l'Alliance, qui représentent différents secteurs du paysage de l'investissement, travaillent ensemble, en exploitant leurs connaissances en tant que leaders du secteur privé, pour donner des conseils sur la suppression des obstacles et la mise en œuvre de solutions permettant d'accroître les investissements à long terme en faveur du développement durable. Les membres comprennent des investisseurs institutionnels, des banques, des entreprises manufacturières et des fournisseurs de services technologiques. Rien que dans la région Asie-Pacifique, quelque 1 500 milliards de dollars par an seront nécessaires dans ces domaines. Si le secteur public a un rôle essentiel à jouer dans de nombreux domaines, l'investissement et le financement privés seront indispensables. La plupart de ces investissements devront être à long terme. L'Alliance GISD apporte son leadership, son influence et son expertise spécifique dans la lutte pour établir des systèmes, des politiques et une structure de récompense qui favoriseront l'investissement à long terme dans un avenir commun.

BRESIL

La participation active du Brésil au système commercial multilatéral va de pair avec une prise de conscience croissante des défis environnementaux et sociaux à relever. En conséquence, les exemples de bonnes pratiques dans le domaine du développement durable et de la RSE se sont multipliés parmi les 500 plus grandes entreprises brésiliennes. Des cas emblématiques comme le programme Natura's EKOS ou l'adhésion de Petrobras au Pacte mondial des Nations unies en 2004 illustrent la volonté des acteurs de la croissance brésilienne de s'appuyer sur des modèles économiques durables. Trois entreprises brésiliennes figurent parmi les 100 premières entreprises mondiales les plus engagées en faveur du développement durable selon le classement 2011 du Global 100.

INDE

Selon un rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) sur les "Tendances mondiales de l'énergie verte en 2010" publié en juillet 2010, l'Inde se classe huitième pour les investissements dans l'énergie durable. Jairam Ramesh, le ministre de l'Environnement, qui a fait de la lutte contre le changement climatique, n'est pas étranger à l'éveil du gouvernement indien aux pratiques de développement durable. La volonté d'agir pour le développement durable se développe également dans le secteur privé. Dans le cadre de son programme d'accès à l'énergie BipBop, la multinationale Schneider Electric a lancé In-Diya, un système d'éclairage de très faible puissance pour réduire le nombre d'Indiens sans accès à l'électricité (500 millions). Reliance alloue environ 100 millions de roupies (1,6 million d'euros) à la création d'un Centre national pour la biodiversité maritime (CNBM), dans le cadre d'un partenariat public-privé. D'autre part, le groupe indien Tata a récemment construit le Tata Swach, un purificateur d'eau à 22 dollars qui fonctionne sans électricité ni eau courante. Cette innovation est destinée aux ménages à faibles revenus vivant en zone rurale.

FACULTÉ DE FINANCEMENT POUR LES PAYSAGES TROPICAUX (FFPT)

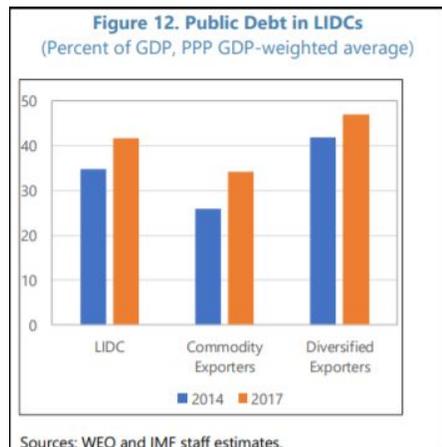
	TOTAL AREA	NUCLEUS PLANTATION			PROTECTED AREA	COMMUNITY DEVELOPMENT	
		Total Target Planting	Planted To Date	To Plant		Other Livelihoods	Approx. Target Plasma
JAMBI	71.888	28.026	15.431	12.595	17.660	20.202	6.000
KALIMANTAN	19.639	5.974	4.592	1.382	9.983	2.682	1.000
TOTAL	91.527	34.000	20.024	13.976	27.643	22.884	1.000
		37%	22%	15%	30%	25%	8%

Ce programme de financement a annoncé sa transaction inaugurale à un projet indonésien, un prêt de 95 millions de dollars pour

aider à financer une plantation durable de caoutchouc naturel dans deux paysages fortement dégradés. PT Royal Lestari Utama (RLU) a été créé en 2015 en tant que joint venture entre la société française de pneumatiques, le groupe Michelin (49%) et le groupe Barito Pacific (51%). RLU vise à promouvoir un nouveau modèle de production durable de caoutchouc qui soit économiquement autonome, socialement inclusif et respectueux de l'environnement. À maturité, il est prévu que 34 000 ha sur les 88 761 ha seront plantés de caoutchouc à des fins commerciales, tandis que le reste sera mis de côté à des fins de conservation et de subsistance. Ce projet contribue ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable. Une charte d'engagement éthique fait partie du processus de la chaîne d'approvisionnement. En outre, elle vise à offrir aux employés un environnement de travail décent, équitable et sûr. À ce jour, le projet a permis de créer environ 4 300 emplois.

FONDATION GOODPLANET

Depuis plus de 10 ans, la fondation GoodPlanet travaille dans l'Inde rurale à travers plusieurs projets de biogaz. Ces interventions ont permis à des dizaines de milliers de foyers d'accéder à une énergie propre dans un pays où la ruralité reste dominante (66% en 2017 selon les chiffres de la Banque mondiale). GoodPlanet était sur le terrain la deuxième quinzaine de novembre, soutenant l'avancement des projets de biogaz à Telangana et Madhya Pradesh, en Inde. Au total, grâce aux compensations carbone des groupes BNP Paribas et Total, ils ont lancé la construction de 21 400 biodigesteurs au profit de 115 000 personnes. Ces projets d'une durée de 10 ans sont actuellement en phase de construction qui durera 3 ans à partir de 2018. L'objectif de cet important projet est de promouvoir le déploiement des énergies renouvelables dans les zones rurales.



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Le FMI s'est engagé à collaborer étroitement avec les pays en situation de fragilité. Un cadre de renforcement des capacités a été conçu pour soutenir le développement des institutions, renforcer le suivi des résultats et améliorer la coordination avec d'autres partenaires de développement. Cette approche est expérimentée dans plusieurs États fragiles et implique un engagement accru dans des domaines clés, une formation plus pratique et le renforcement des liens avec les opérations de surveillance/programme. En 2017, le Fonds a consacré plus d'un quart de son assistance technique et environ un cinquième de sa formation à la viabilité budgétaire, tandis qu'un tiers des pays en développement à faible revenu étaient engagés dans des programmes du Fonds à la fin de l'année 2017.

BANQUE MONDIALE

Les obligations de la Banque mondiale soutiennent le financement de projets et de programmes de développement durable dans les pays membres. L'une des principales priorités de l'engagement de la Banque mondiale sur les marchés des capitaux est la création de partenariats stratégiques avec les investisseurs afin de promouvoir le rôle du financement du secteur privé dans le développement durable.

CHRONOLOGIE

1971: Greenpeace

Greenpeace démarre au Canada et lance un programme agressif pour mettre fin aux dommages environnementaux par le biais de protestations civiles et d'interventions non violentes.

1972: Action pour le développement de l'environnement dans le tiers monde (ENDA)

Ce réseau international a été créé au Sénégal et est devenu une ONG internationale en 1978. Il s'occupe de l'autonomisation des populations locales, de l'élimination de la pauvreté et de la recherche et de la formation du Sud en matière de développement durable.

1993: Première réunion de la Commission du développement durable des Nations unies

Etabli pour assurer le suivi de la CNUED, renforcer la coopération internationale et rationaliser la capacité de décision intergouvernementale. Il a été remplacé en 2013 par le Forum politique de haut niveau sur le développement durable, qui se réunit tous les quatre ans dans le cadre de l'Assemblée générale et les autres années dans le cadre de l'ECOSOC.

TRAITÉS ET ÉVÉNEMENTS PERTINENTS DE L'ONU

Négociation d'une convention fiscale des Nations unies

"Négociation de conventions fiscales et renforcement des capacités", qui s'est tenue à New York en décembre 2012 et à laquelle ont participé plusieurs membres du Comité d'experts des Nations unies sur la coopération internationale en matière fiscale et d'autres négociateurs expérimentés de conventions fiscales, a été lancée lors d'une réunion d'un groupe d'experts. Les experts ont partagé leurs expériences dans le domaine de la négociation des conventions de double imposition, en mettant l'accent sur les besoins des pays en développement à différents niveaux de développement et avec des conditions et des objectifs macroéconomiques divers. Il a également été décidé que des outils pratiques de base devaient être élaborés sur la négociation des conventions fiscales et mis gratuitement à la disposition des pays en développement.

Modèle américain de traité bilatéral d'investissement (TBI)

Ce programme, qui se tiendra en 2012, contribue à protéger les investissements privés, à développer des politiques axées sur le marché dans les pays partenaires et à promouvoir les exportations américaines. Certains des principaux objectifs sont de protéger les investissements à l'étranger dans les pays où les droits des investisseurs ne sont pas déjà protégés par des accords existants (tels que les traités modernes d'amitié, de commerce et de navigation ou les accords de libre-échange), d'encourager l'adoption de politiques nationales axées sur le marché qui traitent les investissements privés de manière ouverte, transparente et non discriminatoire et de soutenir le développement de normes de droit international conformes à ces objectifs.

Convention internationale sur le commerce et les normes durables (ICSTS)

Le CIST a été convoqué les 17 et 18 septembre 2018 à New Delhi, en Inde. Elle est convoquée par le Quality Council of India en collaboration avec le Forum des Nations Unies sur les normes de durabilité, et avec une demande de patronage auprès du ministère du Commerce et de l'Industrie du gouvernement indien. Il s'agit de la première convention multipartite de ce type au monde consacrée uniquement aux questions pratiques de l'exploitation du commerce, des normes et des chaînes de valeur mondiales en tant que moteurs du développement durable.

SOLUTIONS POSSIBLES

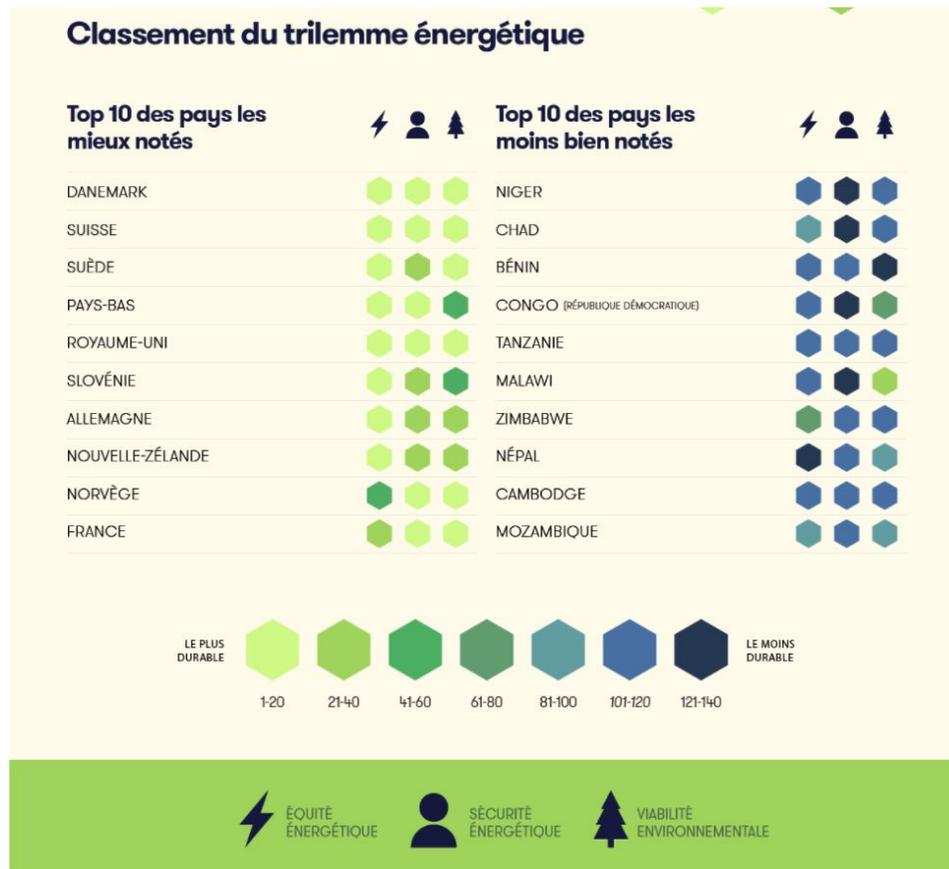
Compte tenu des multiples défis que le développement durable implique dans de nombreux pays, plusieurs solutions peuvent être la meilleure façon de le mettre en œuvre. Nombre des défis auxquels l'humanité est confrontée, tels que le changement climatique, la pénurie d'eau, les inégalités et la faim, ne peuvent être résolus qu'au niveau mondial et en promouvant le développement durable. Par exemple, un engagement en faveur du progrès social, de l'équilibre environnemental et de la croissance économique.

Pour soutenir le développement durable dans tous les pays, il faudra mettre en place un vaste partenariat mondial pour l'investissement financier, le commerce et le développement et le transfert de technologies, y compris une coopération internationale entre les gouvernements, les entreprises, les organisations non gouvernementales et les instituts et fondations de recherche,

avec le soutien des Nations unies et d'autres organisations internationales. Il est nécessaire de **renouveler l'engagement international en faveur du développement durable dans tous les pays, en intégrant la croissance économique, le développement social et la protection de l'environnement, sur la base d'une action nationale et d'une coopération internationale, avec une assistance financière et technique élargie pour les pays en développement.** Il est particulièrement nécessaire de s'attaquer aux problèmes critiques de la durabilité mondiale à long terme dans lesquels la situation continue de se détériorer, notamment le changement climatique, la déforestation, la perte de biodiversité et la désertification. Le développement durable exige une coopération fondée sur la solidarité sociale aux niveaux local, national et international.

Promouvoir la transparence de la dette

En outre, la promotion de la transparence de la dette pourrait être une solution cruciale pour de nombreux pays en développement. Utilisée à bon escient, elle peut aider les pays à financer les investissements et à atteindre une croissance durable et inclusive. Mais l'endettement réapparaît comme un risque dans les économies émergentes et en développement, ce qui souligne la nécessité d'une gestion prudente de la dette publique grâce à des institutions, des processus et des capacités solides. En favorisant la transparence de la dette, les emprunteurs souverains seront en mesure de prendre des décisions d'emprunt en connaissance



de cause, tandis que les créanciers et les agences de notation pourront évaluer la solvabilité des États et évaluer correctement le prix des instruments de dette.

Tirer parti de la transformation économique pour créer des emplois plus nombreux, meilleurs et inclusifs

La croissance économique a le pouvoir de transformer les sociétés, d'augmenter les revenus et d'aider les citoyens à prospérer, mais la croissance seule ne suffit pas. Pour réduire la pauvreté et assurer une prospérité partagée, la croissance doit créer des emplois plus inclusifs. L'amélioration de l'accès au financement, le renforcement de la formation professionnelle, le soutien d'un secteur privé solide et la mise en place d'infrastructures durables sont autant d'éléments qui permettent aux gens d'accéder à des possibilités d'emploi susceptibles de contribuer à mettre fin à l'extrême pauvreté dans les pays les plus pauvres. Près de 600 millions de personnes seront à la recherche d'un emploi au cours de la prochaine décennie, principalement dans les pays les plus pauvres du monde. À elle seule, l'Asie du Sud devra créer plus de 13 millions d'emplois par an pour faire face à l'accroissement de sa population

En Afrique subsaharienne, malgré une population plus faible, le défi sera encore plus grand - 15 millions de nouveaux emplois seront nécessaires chaque année. Et comme 60 % de sa population a moins de 24 ans, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord devront créer 10 millions d'emplois chaque année. La plupart des pays en développement sont confrontés à de multiples défis, comme l'augmentation de l'emploi. Malgré les progrès considérables réalisés au niveau mondial pour réduire l'extrême pauvreté, les taux restent obstinément élevés dans les pays à faible revenu et dans ceux qui sont touchés par des conflits et des bouleversements politiques. Le nombre total de pauvres a augmenté en Afrique subsaharienne, où la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté était plus élevée en 2015 que dans le reste du monde réuni. D'ici 2030, selon tous les scénarios sauf les plus optimistes, la pauvreté dans la région restera à deux chiffres. Pour relever ce défi, il faut d'abord disposer d'un large éventail de données. En 2015, la Banque s'est engagée à aider les pays les plus pauvres du monde à mener des enquêtes sur les ménages tous les trois ans, une augmentation de la fréquence qui est cruciale pour comprendre les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté. Grâce à leur soutien, 41 pays d'Afrique subsaharienne ont mené des enquêtes auprès des ménages entre 2015 et 2018, contre seulement 18 entre 2012 et 2015.

Mettre les gens en contact avec des services et des opportunités

Les transports sont essentiels au développement social et économique et à l'élimination de l'extrême pauvreté. Les solutions de mobilité relient des milliards de personnes à l'emploi, à l'éducation et aux services de santé ; elles contribuent à rendre les villes et les pays compétitifs et inclusifs et à promouvoir le commerce et la croissance au niveau mondial. Dans les zones rurales du Maroc, un meilleur accès aux routes a permis de tripler la scolarisation des filles. En Thaïlande, la réduction de 50 % des accidents de la route mortels pourrait ajouter 22 % au PIB du pays en deux décennies. Pour être durables, les transports doivent répondre à quatre objectifs essentiels. Il doit être accessible à tous, y compris aux pauvres, aux femmes et aux populations vulnérables. Il doit être écologique ; le transport génère 23 % des émissions de gaz à effet de serre liées à l'énergie. Il doit être sûr ; les accidents de la route tuent 1,3 million de

personnes chaque année. Et il doit être efficace : les embouteillages coûtent chaque jour des millions de dollars aux villes, que la technologie pourrait contribuer à réduire.

Pour conclure, **le leadership des gouvernements, la planification stratégique intégrée et l'efficacité de la réglementation et de son application** sont essentiels au développement durable. Dans de nombreux pays, les biens et services essentiels au développement durable, notamment l'approvisionnement en énergie et en eau, sont fournis par des organismes publics. D'autres ressources, telles que les forêts et les minéraux, peuvent être détenues par le gouvernement alors qu'elles sont développées par l'industrie sous la réglementation du gouvernement. La promotion du développement durable nécessite donc le renforcement de la capacité administrative des services du gouvernement et du secteur public.

BIBLIOGRAPHIE

<https://www.vivafrik.com/2020/08/08/un-appel-a-projets-de-froid-et-climatisation-durables-lance-dans-les-pays-en-developpement-a36897.html>

https://books.google.fr/books?id=RMok32RXoKYC&printsec=copyright&redir_esc=y#v=onepage&q&f=false

<http://www.businessdictionary.com/definition/governance.html>

<https://econation.co.nz/sustainable-economy/>

<https://corporatefinanceinstitute.com/resources/knowledge/trading-investing/investor/>

<https://www.un.org/esa/ffd/capacity-development-tax/ttn.html>

https://www.wto.org/english/tratop_e/invest_e/trims_e.htm

http://www.guninetwork.org/files/guni_sdgs_report.pdf

<https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2009-4-page-7.htm#>

https://www.weforum.org/agenda/2015/06/how-can-countries-finance-the-sustainable-development-goals/?utm_content=buffer85cc3&utm_medium=social&utm_source=facebook.com&utm_campaign=buffer

<https://ustr.gov/trade-agreements/bilateral-investment-treaties>

<https://www.goodplanet.org/fr/dici-2020-inde-115-000-beneficiaires-accederont-a-energie-propre-grace-a-fondation-goodplanet/>

https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ser-rp-2019d2_en.pdf

<https://research.un.org/fr/docs/ecosoc>

<https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2018/03/22/pp021518macroeconomic-developments-and-prospects-in-lids>

<https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/05/14/world-bank-launches-inaugural-sustainable-development-bond-impact-report>